

## CONTRE - RÉVOLUTION

### *et CORRESPONDANCE avant Quiberon*

Les relations entre l'Angleterre et les insurgés de l'Ouest, Vendéens ou Chouans, de la déclaration de guerre à la descente de Quiberon, ont une importance capitale dans l'histoire de ces soulèvements.

Les Républicains l'ont bien senti. Hoche disait : « Je pense (que les Chouans) ne tiendraient pas longtemps si on leur coupait toutes correspondances avec l'Angleterre » (1). Boursault assurait : « Plus de communications avec l'Angleterre, plus de Chouans, plus de Vendée » (2). Affirmations lucides. Intuitions cependant. Ces témoins célèbres manquaient de renseignements.

La Correspondance ! Mot quasi mystérieux auquel la littérature a attaché des notions légendaires. Le sujet reste obscur. Dégager un schéma des zones littorales de communications semble néanmoins possible pour la période qui nous intéresse.

On peut ainsi mettre en évidence trois côtes successives : le Clos-Poulet du 21 avril 1793 au 8 septembre 1794, la région de Saint-Briac de cette date à janvier 1795, puis la baie de Saint-Briec du 28 de ce mois jusqu'en avril. Par la suite, la Correspondance se disperse, chaque agent revenant dans sa zone de prédilection. L'extension géographique vers l'Ouest ne dépasse pas Bréhat.

Les circonstances accompagnant le déplacement vers les régions neuves, mais inconnues de l'Ouest sont caractéristiques et identiques. Deux ou trois drames successifs, indépendants ou liés, obligent les contre-révolutionnaires à fuir la zone dangereuse. Les

---

(1) Hoche au Comité de Salut Public, Caen, 6 fruct. an 2, Arch. Serv. Hist. des Armées, B 5/23.

(2) Boursault au Comité de Salut Public, Lorient, 7 niv. an 3, Arch. Serv. Hist. des Armées, B 5/24.

prises de contact sur la nouvelle côte ne sont pas simples. La liaison Bretagne-Jersey est improvisée. Conséquence directe du manque d'expérience et d'organisation, le premier voyage dans l'autre sens échoue. Les autres sont meilleurs. Mais de nouvelles difficultés contraignent au déplacement. Alors le cycle recommence. Les prévisions, même au simple stade de l'intention, sont exceptionnelles.

Le motif des efforts, c'est l'aide anglaise. L'interprétation de cette expression varie suivant le type de soulèvement, Vendée militaire ou Chouannerie. Elle diffère suivant l'allié, chefs contre-révolutionnaires ou gouvernement anglais.

Le problème de l'armement, fusils et cartouches pour les Chouans, mortiers et bombes destinés au siège de Saint-Malo pour les Vendéens, est commun aux deux insurrections. Mais la qualité de ces fournitures et les besoins en poudre les séparent nettement.

Côté anglais, les livraisons massives d'armes ne semblent pas indépendantes de la prise d'un port. Raisons de sécurité évidentes, mais aussi, probablement, lien étroit avec la descente de troupes.

Les fournitures partielles dans des conditions plus précaires, clandestinement, sur une côte non fortifiée, ne sont, par contre, pas exclues. Intention pour les Vendéens, peut-être particulière au commandant de Jersey, mais qui est gouvernementale et devient réalité pour les Chouans. Dès l'arrivée de Puisaye à Londres, des armes sont sorties des arsenaux pour être expédiées.

Dans les deux cas, c'est l'échec. En novembre 1793, la flotte anglaise n'est pas au rendez-vous des meneurs vendéens. En 1794-95, seuls quatre cents fusils sans poudre tombent entre les mains des chefs chouans. A partir d'août 1795, par contre, les livraisons, canons compris, deviennent très importantes. Par ce rapport de quantité, Quiberon marque donc une frontière très nette dans l'historiographie contre-révolutionnaire.

Le but primordial des anglo-royalistes reste la prise d'un port. Les espérances des chefs insurgés, participation britannique à cette entreprise, s'opposent à la position gouvernementale, débarquement de troupes après cette opération.

Cette dernière politique, vraisemblablement constante, est souvent rendue claire aux interlocuteurs, mais il arrive aussi

qu'elle ne soit pas précisée. Les tergiversations prennent alors la forme caractéristique de réponses interrogatives, mais encourageantes. Maîtrise des communications maritimes, volonté d'information, prudence, attentisme, caractérisent les rapports du gouvernement avec les contre-révolutionnaires. L'encouragement aux insurgés est également constant.

Cet aspect du lien avec Londres nous semble capital, car les espérances des chefs insurgés ont motivé des épisodes majeurs. La Correspondance est responsable de la campagne vendéenne d'outre-Loire, événement pensé à Jersey, Saint-Malo et Cancale en avril 1793, puis à Châtillon en août, et enfin réalisé en octobre-novembre. La tentative de soulèvement breton en août 1794, puis en novembre, lui est également dûe. Toutes ces entreprises échouèrent.

L'origine et le résultat de ces événements justifient une analyse sommaire des principales circonstances entourant ces problèmes de communications : formation de la Correspondance, causes des complicités, missions importantes, événements qui leur sont liés, raisons des échecs, causes de la rupture des communications, conditions du transfert vers l'Ouest.

### LE CLOS-POULET

L'un des points principaux du plan de La Rouërie consistait à faire livrer Saint-Malo aux émigrés à l'aide de complicités. Informé, Danton avait secrètement fait bloquer à Jersey l'artillerie des royalistes, échouant presque totalement pour le reste.

*En 1793, année qui par Saint-Malo forme trait d'union entre Association bretonne et Vendée militaire, les choses évoluent. La mort de La Rouërie porte un coup à l'Association, mais elle coïncide avec la déclaration de guerre. Réuni peu après par Desilles, l'état-major décide de la « nécessité absolue de se concerter avec l'Angleterre pour décider à secouer le joug et obtenir des avantages dont l'étendue est incalculable » (3). Loisel*

---

(3) *Articles essentiels qui semblent devoir former la base du Mémoire à présenter aux P(rinces) et que je soumetts à la Rédaction des Intéressés. Pièce n° 2 saisie à la Fosse-Hingant. Arch. Nat., W 274.*

passé à Jersey pour prendre contact. La découverte du fameux bocal précipite les événements. En mars, les principaux conjurés sont réunis au colonel Craig, commandant de l'île.

Le projet conçu à Jersey en mars-avril, la prise de Saint-Malo à l'aide de troupes anglaises appuyées par les émigrés, n'eut aucun succès. De son gouvernement dont la position était différente, le colonel Craig ne put obtenir aucune force militaire. Et les émigrés refusèrent d'aller chez Desilles s'enrôler sous bannière britannique. Mais la dernière des activités liées à ce plan, enquête sur la ville, reconnaissance des côtes et enfin débarquement de deux agents, Tinténac et Prigent, le 21 avril 1793, constitue la charnière entre conjuration bretonne et Vendée militaire.

La mission a pour but d'obtenir auprès de Corbin de Pontbriand, chef du Comité de Saint-Malo, des renseignements précis sur la ville pour faciliter cette descente. Mais il semble bien que certains conjurés bretons, réfugiés dans l'île, aient utilisé cette précieuse possibilité de traverser pour contacter les Vendéens dont ils venaient d'apprendre le soulèvement. Unique ressource, Craig bloquant toutes les communications non directement liées à son projet. A son insu, semble-t-il, les deux agents interrogeront également le chef malouin sur la Vendée.

Corbin répondra « que le mieux, au lieu d'(y) aller en mission, était (d'abord) de faire une descente sur la côte de Port Malo » (4), attitude conforme à sa politique. Mais il donnera également des précisions supplémentaires sur la Vendée et les moyens de s'y rendre.

Tinténac partira le 27 avril vers cette région, mission marquant le début des relations outre-Loire, malgré sa portée réduite. Prigent, lui, reviendra à Jersey le 28 avec les renseignements de Corbin sur Saint-Malo d'une part, sur les Vendéens d'autre part, « ...commandés par le général Gaston de Bouillé... artillerie très considérable... trente-cinq mille hommes... » (5). Ce bref passage provoquera l'enquête britannique bien connue et lancera la fameuse légende de Gaston.

---

(4) *Mémoire de Prigent à Boursault*, Arch. Préf. Police, Aa 295, 185.

(5) *Position actuelle de la ville de Saint-Malo et autres lieux*, Public Record Office, H.O. 93/3.

Cette mission d'avril caractérise le début des communications par le Clos-Poulet. La Correspondance par cette zone a une origine nobiliaire. Le village de Saint-Coulomb semble avoir été entièrement royaliste, résultat lié au complot de La Rouërie, principalement à l'activité de du Buat.

Le secret le plus absolu est, néanmoins, observé pour les gîtes. On connaît les noms des deux hôtes clandestins successifs de l'équipe Tinténiac-Prigent : Lanjamet de Vaucouleurs et Grout de Beauvais. Hôtes, d'ailleurs réticents, indiqués par Corbin qui, après août 1793, se serait lui-même caché, ultra-secrètement, semble-t-il, chez Duplanty à Paramé. Signalons aussi l'existence d'une seconde ligne de communication, celle du courrier Bertin par Rothéneuf, Paramé, à laquelle il faut associer le nom de Le Gentil. Mentionnons enfin La Baronnais à Saint-Enogat. En résumé, la noblesse de la région malouine, parfois remplacée par la domesticité après émigration. Les liaisons avec Jersey sont assurées par Prigent.

Le rôle de Corbin est important. Militairement, sa position est faible, vu l'échec du complot de La Rouërie à Saint-Malo. Une haute aristocratie militaire représentée par cinq à six chefs, quelques bourgeois, très peu de « bras ». Mais sa situation d'intermédiaire et de responsable est capitale.

Ancien chef du Malouin Prigent devenu l'un des émissaires de Craig, à peine moins bien placé envers l'autre, Tinténiac, il est contacté à chaque passage, organise la Correspondance sur place et au loin, renseigne indirectement l'Angleterre sur les forces contre-révolutionnaires, mais à une exception près, celle de Tinténiac en août 1793, intercepte au passage le courrier de Londres et l'envoie au destinataire de son choix. Tout ceci plus ou moins anonymement, par l'intermédiaire de Prigent.

En avril, c'est Corbin qui indique les « trente-cinq mille hommes » du « général Gaston de Bouillé », lançant la fameuse légende et provoquant l'enquête britannique. Mais en juin, il s'empare des premières dépêches officielles pour la Vendée, courrier qu'outre-Loire les chefs ne mentionneront jamais.

En octobre, c'est lui aussi, sans doute, qui indique les Bretons du « marquis de Puizé » (6), « armée de cinquante mille révoltés...

---

(6) Beaufort à Lecarpentier, Arch. Nat., AF II 110, pl. 814.

prête à se lever auprès de Rennes » (7). Et en décembre, il prend l'initiative de transmettre tout le courrier officiel à ce « comte de Puisaye », y compris celui destiné aux Vendéens, alors en pleine déroute.

*Eminence grise* aussi fluide, mais aussi solide que l'est Bernier pour les Vendéens, *chef sans forces*, mais géographiquement placé dans le port, ce but commun de toute la contre-révolution, *simple intermédiaire*, mais diplomatiquement situé entre les ministres anglais et les contre-révolutionnaires français, *réaliste comme les premiers*, mais placé dans la situation faible des *enthousiastes seconds*, Corbin avait un rôle à jouer.

En août 1792, à juste titre sceptique sur les forces de l'Association bretonne, Corbin, contrairement à son chef, voulait voir les Prussiens à Paris avant l'entrée en campagne des conjurés. Sa lucidité s'oppose à l'utopie de La Rouërie.

En avril 1793, il préféra voir les Anglais à Saint-Malo avant d'entrer en contact avec les Vendéens. N'ayant que l'action du marquis comme base de comparaison, probablement doutait-il de ces nouvelles forces. Sans doute aussi évaluait-il à leur juste valeur les difficultés de liaison. Vraisemblablement, considérait-il comme irréaliste une jonction avec Saint-Malo. Cette fois, il avait tort.

1793 n'était pas 1792. L'entreprise de La Rouërie avait échoué, malgré l'enthousiasme de ce chef. Celle de ses successeurs, aussi doués sur ce plan, réussira. Grâce à l'énergie de Tinténiac et au génie de Bernier, le titanesque projet deviendra réalité en octobre. Quant à Corbin, il pourra mesurer l'échec de sa politique initiale.

Il était sans forces, donc obligé de tromper. Son bluff aux ministres anglais en avril, « la grande partie des habitants de Saint-Malo sont partisans de la contre-révolution » (8), puis en juin, livraison de la ville « sans coup férir » (9), apparaît nettement par comparaison entre sa situation réelle et ses affirmations. Mais il ne semble pas avoir induit en erreur ses interlocuteurs britanniques,

---

(7) *Mémoires de Madame la Marquise de La Rochejaquelein*, Paris, 1848, 321.

(8) *Position actuelle de la ville de Saint-Malo*.

(9) *Rapport de M<sup>r</sup> Ham(elin à Huskisson)*, Public Record Office, W.O. 1/391.

sagaces, prudents, soucieux d'abord de s'informer, puis éventuellement de collaborer, mais avec une contre-révolution solide.

La position gouvernementale se bornera d'abord à des enquêtes, peut-être celle de Hamelin à Saint-Malo en juin, sûrement celle de Tinténac à Châtillon en août. *Wait and see* tout britannique qui s'oppose à l'enthousiasme bien français des chefs contre-révolutionnaires. Mais *fair-play*. Point de suggestions à ce stade. Ce mois-là, Craig lui-même ignorait l'opinion de ses supérieurs sur son projet. Lorsque ayant en mains les deux dossiers, celui de Saint-Malo et celui de la Vendée, l'Angleterre prendra une prudente décision, « *suggesting a possible combined action to seize S' Malo* » (10), l'armée royale était sur place à Dol.

La circonstance n'est pas fortuite. La trame événementielle du raid vendéen de 1793 pour la prise de Saint-Malo, classiquement appelé campagne d'outre-Loire, n'est pas connue. Les instances supérieures, grand conseil vendéen hormis Bernier et probablement gouvernement anglais, semblent hors de cause. Trois personnalités, Craig, Corbin et Bernier, paraissent porter la principale responsabilité de l'affaire. L'équipe Tinténac-Prigent constitue leur organe de liaison. Deux missions forment la clé principale de la campagne.

La célèbre mission de Tinténac en août 1793, considérée dans son aspect secret, est à l'origine de la traversée de la Loire. Bernier et son « état-major », dont l'homme de paille Solerac, agissent à l'insu des généraux, Talmont compris. Un relais de Correspondance semble avoir été placé en forêt de Rennes, avant le passage du fleuve.

La mission de Prigent, en octobre 1793, est à l'origine de l'itinéraire de l'armée. Par l'intermédiaire du relais, l'émissaire contacte Solerac vers le 19 octobre, probablement à Candé ou avant, c'est-à-dire alors que l'armée n'a pas encore pris définitivement la direction de Laval. Il est renvoyé en toute hâte à Londres pour provoquer l'appareillage de la flotte britannique. Le projet de marche sur Saint-Malo par Rennes, plan primitivement adopté, a sans doute été annulé après ce contact capital. Il apparaît qu'on laissa agir Talmont qui voulait attaquer Paris en passant par Laval. Habilité sans doute destinée à ne pas arriver trop vite à la côte. Mais à Mayenne, les meneurs font obliquer l'armée.

---

(10) A. Cobban, *The Beginning of the Channel Isles Correspondence, 1789-1794*; *The English Historical Review*, vol. LXXVII, 1962, 45.

L'envergure de Bernier est indéniable. Il conduira les Vendéens à Dol dans les délais nécessaires à l'émissaire pour se rendre à Londres et à la flotte pour arriver à Cancale. Mais Prigent, revenu sur la côte le 23 octobre, semble y avoir attendu quinze jours l'arrivée de la navette de Jersey. L'armée l'y rejoindra. 7 novembre 1793, à 14 heures : entrée de l'avant-garde vendéenne dans Dol. 7 novembre 1793, à minuit : embarquement de Prigent à Saint-Coulomb, à quelques kilomètres de là.

Tout le mystère de l'itinéraire de l'armée tient dans l'envoi de ce courrier. Toute l'explication de son échec est liée à son retard. « Si nous avions eû quelques mortiers et des bombes, nous aurions tenté l'attaque de Saint-Malo avec espoir de réussir » (11), écriront de Dol, le 10 novembre, les généraux vendéens bien conscients du point crucial de l'affaire, mais totalement ignorants de ses dessous.

Le contact indirect Craig-Corbin-Bernier, qui se place aux alentours du 19 octobre, mais dont on ne peut malheureusement situer la date avec plus de précision, nous semble important.

Les consignes reçues par l'émissaire Prigent, « partir pour l'Angleterre et, là, faire part au gouvernement que l'armée avait passé la Loire, ...et qu'il fallait la seconder », « passer à Londres et y porter ses ordres », « partir sans délai pour Jersey, de là pour aller trouver les ministres », « (se) rendre au cabinet St-James », indiquent clairement que la côte est le but de « l'équipe » Bernier-Solerac.

Les liens étroits entre Craig, Corbin et tous les agents de la Correspondance envoyés en Vendée par le Clos-Poulet, les projets antérieurs depuis mars-avril 1793, à savoir prise de Saint-Malo et liaison avec la Vendée, cette dernière entreprise tentée dès le 27 avril par Tinténac qui fit transmettre les résultats de cette toute première mission à Corbin à Saint-Malo, l'attitude de ce dernier envers l'Angleterre : « habitants de Saint-Malo... partisans de la contre-révolution », ou livraison de la ville « sans coup férir », montrent nettement que Saint-Malo est le but de l'opération. L'attitude dynamique de « l'équipe » Bernier-Solerac est vraisem-

---

(11) (Le grand conseil vendéen à) M<sup>r</sup> le commandant en chef des troupes de sa majesté britannique dans l'isle de Jersey, Dol, 10 nov. 1793, Arch. Min. Aff. Etr., série M. et D., France 622, pièce 37, f. 219.



blement liée à des assurances de Craig, outrepassant ses droits, et de Corbin, encore bluffant.

Les formidables pouvoirs officieux donnés à Prigent : « Représenter l'armée et... parler en son nom », parler « au nom de l'armée », « (représenter) l'armée entière », l'ignorance des généraux sur cette clandestinité, l'anonymat du responsable agissant ainsi, « l'homme de paille » Solerac mêlé à ces consignes du (19) octobre et plus tard à Bernier lors de la fameuse « fuite » manquée d'Avranches, caractérisent la personnalité de ce dernier, aussi habile que sûr de sa puissance.

Solerac, sa marionnette, son « général », son « représentant officiel », grand prévôt de la maréchaussée, en fait obscur ambitieux sans envergure et manœuvré, réussira à passer à Jersey vers la fin du mois de novembre, après les combats de Dol. A Londres, il se dira investi d'une mission à lui confiée par le Conseil militaire de Dol, mais incapable de produire pouvoirs et dépêches, il invoquera le vol de ces documents (12).

Le mépris de Bernier envers l'Association bretonne : « On veut attacher à (La Rouërie) ce chef de parti une importance qu'il n'eut jamais... la conspiration de la Rouairie..., ne consista que dans un repas très imprudent, donné par ce chef à plusieurs nobles de la Bretagne... On y but largement, on y fit des motions véhémentes... Cette conspiration n'avait rien de commun avec la Vendée » (13), est peut-être l'expression tardive de sa réaction à un nouveau bluff de Corbin de plus en plus conscient, entre avril et octobre, de la position anglaise et de la ressource vendéenne.

Corbin vit Prigent, son agent, entre le 9 et le 15 octobre, avant le contact indirect du (19) avec Solerac. Quelles consignes lui donna-t-il ? On l'ignore. Mais sachant que le chef malouin chercha à tromper Pitt sur ses possibilités, il est difficile de lui attribuer une autre attitude envers Bernier.

Quoi qu'il en soit, les généraux de l'armée ignoreront tout cela. « (N')ayant point (d'artillerie pour prendre Saint-Malo), nous

---

(12) *Mémoire de Prigent à Boursault*, 186 ; Bossard et d'Elbée, *La première histoire des guerres de la Vendée*, Revue des Facultés catholiques de l'Ouest, Angers, 1904-1905, 786-787, n. 5.

(13) *Notes de Mgr Bernier, évêque d'Orléans, sur l'histoire de la Vendée*, L'Anjou historique, 1903, 361, 356.

préférons marcher sur les deux autres points qui sont peu fortifiés du côté de la terre » (14), écriront-ils à Craig. On connaît la suite : l'échec à Granville, 14-15 novembre, la « fuite » manquée d'Avranches, tentative désespérée de Bernier, Donnissan, Beauvilliers, Solerac, pour contacter Craig, les combats de Dol, le passage réussi cette fois de Solerac.

Celui, trop tardif, de Prigent avait tout fait échouer. L'armée tint à la côte jusqu'au 22 novembre, ce qui, depuis le contact indirect du (19) octobre, porte à plus d'un mois le délai total laissé à l'émissaire pour se rendre à Londres et à la flotte pour arriver sur les lieux. Une affaire aussi bien combinée que dérisoirement ratée. La Correspondance semble responsable.

*En 1794, année qui par Saint-Malo forme trait d'union entre Vendée militaire et Chouannerie organisée, les choses évoluent.*

Débarqué début décembre dans le Clos-Poulet avec les lettres du gouvernement anglais, Prigent, à son retour de Londres, ne trouvera plus l'armée à Dol comme il l'espérait ; Bernier, prodigieux pilote à l'aller, n'ayant pu arrêter la masse vendéenne au retour. On sait qu'elle sera définitivement écrasée le 23 décembre à Savenay.

Prigent apprendra que son chef Corbin avait quitté la région. Le 6, il lui fera passer toutes les dépêches de Londres. Contact indirect, par courrier intermédiaire, conformément, semble-t-il, aux prudentes habitudes du chef malouin. L'agent de liaison refuse d'être accompagné. L'arrivée des lettres, à Rennes, semble-t-il, doit dater du 7 ou du 8.

Or, le 19, la partie de courrier destinée aux Vendéens fut trouvée en forêt du Pertre dans le portefeuille du futur chef chouan Puisaye. C'est dire que Corbin ne perdit pas de temps, comme le nécessitaient les circonstances, appareillage de l'escadre anglaise et déroute vendéenne. Mais le lien Corbin-Puisaye reste obscur.

D'après une pièce également trouvée par les Bleus ce jour-là avec ce courrier, il semble bien que Corbin, comme en avril il avait entendu parler des « trente-cinq mille hommes » du « général Gaston de Bouillé », ait eu vent en octobre des

---

(14) Réf. en note 11.

dispositions de Puisaye qui se targuait de commander « cinquante mille révoltés (bretons) ». Il semble aussi que Prigent ait tenté ce mois-là de contacter ce chef, sans résultat, mais qu'il ait néanmoins évoqué ses forces et son nom à Londres en novembre. Ce document témoigne aussi d'encouragements verbaux flatteurs de la part du cabinet anglais et d'une promesse d'aide en armes sitôt Cancale ou Granville pris (15).

L'origine de l'enquête anglaise sur Gaston, dûe aux renseignements transmis par Corbin, est tout à fait indépendante des chefs vendéens et elle semble être restée ignorée d'eux, sauf peut-être des meneurs. Cette phase préliminaire concernant le lien avec la Chouannerie, sans doute dûe au même Corbin, semble avoir également échappé à son bénéficiaire, Puisaye, comme certains éléments de la suite.

En décembre, Corbin paraît, en effet, lui avoir transmis, encore par émissaire indirect et en outre anonymement, tout le courrier de Londres. Le porteur évoquera la déroute vendéenne et stimulera Puisaye pour envoyer trois mille hommes à la côte, afin de recevoir des armes. Mais le futur chef chouan n'en avait que quelques centaines. Il avait bluffé.

Correspondant successif de La Rouërie, Bernier et Puisaye, Corbin de Pontbriand lie toutes les formes de contre-révolution. En 1792, il devait livrer Saint-Malo à La Rouërie. En 1793, d'avril à octobre, il tint un rôle dans la campagne vendéenne d'outre-Loire, raid parfaitement mûri, principalement dirigé par Bernier, pour la prise de la ville. En transmettant à Puisaye, en décembre, ce courrier de Londres, il contribuera à la naissance de la Chouannerie organisée de 1794.

Ces lettres tombées à Puisaye, non pas du ciel, mais de Corbin, seront son ressort moteur. Ce lien inespéré avec l'Angleterre, capital générateur d'espérance, aura pour lui le même effet que pour son prédécesseur Bernier. Et il en usera avec la même habileté et avec le même mystère (16).

---

(15) Réf. en note 6.

(16) Une lettre de Forestier à Dupérat comparant les deux hommes est à cet égard pertinente. Crétineau-Joly, *Histoire de la Vendée militaire*, Paris, 1865, III, 160-161.

En 1794, la roue tourne.

La réaction du Comité de Salut Public à la phase précédente : envoi de Lecarpentier à Saint-Malo, période terroriste, projet de descente dans les îles anglo-normandes, ne modifiera pas les modalités du lien contre-révolutionnaire avec Londres.

La « planche », suivant le mot de Prigent, la planche de la contre-révolution, c'était Saint-Coulomb, village entièrement royaliste, l'un des rares succès complet de La Rouërie, successivement utilisé pour la Vendée, puis par Puisaye. On conçoit pourquoi, même à ses proches, ce dernier fera « un secret du lieu » (17). Malgré quelques difficultés, les communications ne seront pas interrompues sous la Terreur.

Pendant cette période, la Correspondance est principalement marquée par les missions de Tinténiac, Bertin, Busnel, missions correspondant toujours à une volonté d'enquête sur les forces contre-révolutionnaires. A Puisaye qui, fort des lettres anglaises, tentait de relier et d'organiser les bandes chouannes, ces agents apporteront la certitude qu'il ne serait pas aidé avant la prise d'un port par ses propres forces.

Ignorant encore, semble-t-il, ces dispositions en avril-mai, Puisaye avait tenté de surprendre Rennes à l'aide des bandes de Vitré-Laval pour s'approvisionner en poudre. L'échec, transformé en une marche autour de la ville, lui avait permis de contacter le Morbihan.

Mieux informé en août, sûr qu'il n'aurait pas six mille anglais comme il l'espérait, optimiste néanmoins, ayant étendu ses relations, Puisaye tentera de soulever la Bretagne pour « affamer Brest et Lorient » (18). Nouvel échec.

Les informations rapportées par Tinténiac, Bertin et Busnel sur les forces de Charette, Stofflet, Puisaye et Jean Chouan, provoqueront l'élaboration d'un vaste plan auquel semble associé Monseigneur de La Marche. Saint-Malo et ses ex-conjurés, l'ancien Comité de La Rouërie, y sont mêlés, utopiquement d'ailleurs, les mesures de Carrier et Lecarpentier ayant disloqué le groupuscule

---

(17) Déclaration de Le Deist de Botidoux à Boursault, Arch. Serv. Hist. des Armées, B 5/24.

(18) *Ibid.*

en question ; Loisel et Corbin, également, comme agents de liaison des forces contre-révolutionnaires. Il en était prévu quatre. Ultimes liens posthumes avec La Rouërie. Finalement, ce sont d'autres personnages, Cormatin, Jouette et Solilhac, futurs chefs chouans célèbres, qui partiront.

Trois incidents, plus ou moins indépendants, provoqueront la rupture des communications par le Clos-Poulet. Le premier est lié à l'arrivée de ces agents. Le second nous semble propre à inspirer un roman. Le troisième se produit lors du départ de Puisaye, informé de la première aventure, mais sûr du village et ignorant qu'une deuxième difficulté surviendrait. Episodes plus ou moins imbriqués, s'échelonnant du 16 août au 4 septembre, mais trop longs pour être développés ici.

Conscient de son récent échec militaire, stimulé par l'arrivée de Cormatin, sûr qu'il ne pourrait être efficace sans l'Angleterre, parti pour la décider à intervenir, Puisaye ne pourra embarquer par Saint-Coulomb, malgré son extrême prudence. Mis en relation avec l'abbé Bêttaux, de Saint-Jacut, il passera sur l'autre rive de la Rance et les communications auront lieu désormais par cette région.

## LA RÉGION DE SAINT-BRIAC

Autant par le Clos-Poulet la Correspondance est importante, concernant tout un village, étroitement liée à la campagne vendéenne d'outre-Loire, durant, de La Rouërie à Puisaye, plus de deux ans, autant par Saint-Briac elle est réduite sous tous ses aspects.

Trois femmes, trois matelots, trois maisons, trois mois, trois voyages, ainsi peut-on définir en trois mots l'essentiel de cette période. La Correspondance par cette zone a une origine religieuse. L'indication des gîtes est due à l'abbé Bêttaux, premier maire de Saint-Jacut, passé à la clandestinité. Les noms de Marie Chaignon, dite Sainte-Marie, et de Julienne Hervy doivent être retenus. Les liaisons avec Jersey sont assurées par Dufour.

*La période heureuse* dure deux mois. Elle est marquée par trois voyages : passage de Puisaye le 13 septembre, retour de Dufour le 21 octobre, partiellement manqué le contact direct avec

les chefs ne pouvant être établi, et enfin arrivée de Perchais le 14 novembre avec d'importantes nouvelles de Londres.

Pendant cette phase, toute l'action du « Comité central », à savoir Cormatin et Chantreau terrés dans deux fermes reliées par émissaires, semble s'être réduite à l'attente des armes et des « habits rouges ». Les contacts avec le Morbihan et la région de Fougères sont rompus ou presque. Une mission vers la Vendée échoue. Par contre, les liens avec Louvart de Pontigny à Rennes, Bellevüe près de cette ville, Boishardy dans les Côtes-du-Nord et Boulainvilliers à côté, subsistent.

A ce voyage du 14 novembre est liée la promesse verbale de Londres pour une descente immédiate de dix mille hommes ou de trente mille au printemps. Cette assurance, l'espoir fondé que les premières armes, quatre cents fusils et cinquante barils de poudre, seraient livrées dès retour du bateau, c'est-à-dire trois jours plus tard comme prévu, la crainte fondée des effets du modérantisme thermidorien, provoquent l'entrée en campagne. La prise de Jugon est consécutive à cette décision. La présence à la côte de Cormatin, Chantreau, Boishardy et Bêttaux peut être notée. L'arrivée de l'abbé Magnan, futur délateur, également.

*La transition* est formée par les trois semaines de retard du bateau, délai imprévu qui a deux conséquences majeures. Tout d'abord, il oblige le « Comité » à utiliser une liaison improvisée avec Jersey pour envoyer sa réponse à Londres : dix mille hommes immédiatement. Le canot utilisé disparaît corps et biens. Ensuite, il laisse aux Bleus le temps nécessaire à l'enquête consécutive à la capture et aux aveux de Magnan. Le jour où les armes arrivent, le général Rey survient. Le guet-apens semble exclu. La coïncidence au jour près, sur trois semaines, doit être soulignée.

*La période funeste* dure un mois, de début décembre à début janvier. Elle est caractérisée par une série de revers conduisant à la trêve. Le 5 décembre, capture de Bellevüe et d'Argentières près de Rennes, épisode dont l'origine n'est pas, comme la suite, liée à Magnan. Le 6, mort de La Palme près de Dinan. Le 7, affaire de la Ville-Botée près de Saint-Briac. Busnel est blessé. Le courrier est saisi. La poudre également. Mais les Chouans s'assurent peu après des fusils. Le 10, mort de Blondel près de Dinan.

Situation intenable qui oblige le « Comité » à fuir la côte et à signer une trêve. Les armes sans poudre ont un intérêt diplomatique dans les pourparlers Cormatin-Humbert. Lorsque les faux Chouans de Rey arrivent à Moncontour le 4 janvier 1795, la trêve a été signée la veille. Sur la côte, la capture de Prigent le 31 décembre et les essais négatifs de Chateaubriand pour reprendre contact par Saint-Jacut consomment la rupture des communications par cette zone. L'hiver de l'an III, le changement de région côté Bretagne, les vents contraires côté Jersey, conduisent à une interruption d'un mois.

### LA BAIE DE SAINT-BRIEUC

Chronologiquement, cette période concerne l'année 1795 et les événements y sont plus imbriqués. Son début peut être vu sous plusieurs angles.

Côté « Comité central », c'est-à-dire en fait Cormatin et Chantreau s'appuyant sur les quatre cents Chouans de Boishardy et les hommes de Boulainvilliers, chef sans autorité réelle, il est marqué par les pourparlers de paix Blancs-Bleus. Tromperie diplomatique destinée à gagner le temps nécessaire à la reprise des liaisons. Hostile, mais certainement moins motivé par les difficultés précédentes, le Morbihan fait scission.

Côté « Comité morbihannais », plus solide en forces grâce à de Silz et Guillemot, il est marqué par l'entrée en scène de Cadoudal, l'exécution de Boulainvilliers, épisode mystérieux à origines multiples, l'envoi de quatre émissaires vers Londres, La Bourdonnaye, d'Allègre, Saint-Régent et « un pilote côtier de la baie de Quiberon » (19), Hermely vraisemblablement. La présence parmi eux de ce dernier et le souci de d'Allègre, « répondre à toutes les questions » (20), sont peut-être liés à des indications transmises de sa prison par Prigent sur la future descente. La présence parmi eux de Saint-Régent, ex-officier de

---

(19) *Notes remises par M. de Jouette, sur les rassemblements de la Bretagne, connus sous le nom de Chouans*, Mém. Soc. Em. C.-du-N., 1977, 57.

(20) Copie d'une lettre de d'Allègre à Philippe (= de Jouette), Arch. Préf. Police, Aa 295, n° 107.

Boulainvilliers, commandant à deux cent cinquante Chouans, marque le déclin du « Comité central ».

Côté Correspondance, sens Bretagne-Jersey, la reprise du contact avec l'île a lieu en deux fois, le 28 janvier, puis le 5 février. La liaison avec Londres suit rapidement. Dufour porte le courrier relatif à la trêve et accompagne les Morbihannais hostiles à cette solution. Mission à la fois double et contradictoire. A Jersey, les voyageurs croisent les émissaires de Puisaye, à savoir Vasselot, Frotté et quelques autres, enfin porteurs des premiers secours solides, mais s'épuisant en vaines tentatives pour atteindre la côte bretonne. Ils les y retrouveront à leur retour de Londres et ils leur transmettront l'ordre de faire rompre la trêve.

Côté gouvernemental, la perspective d'une paix Blancs-Bleus semble avoir mieux motivé les ministres. D'Andigné sentira bien ce point seulement lié, en fait, à « la négligence de Londres » (21) les mois précédents, l'expédition étant prévue bien avant l'arrivée de Puisaye en Angleterre.

Côté Correspondance, sens Jersey-Bretagne, le premier voyage échoue le 16 février 1795. Porteurs de cent mille cartouches — seconde livraison —, de milliers d'imprimés — brevets pour les officiers, lettres de l'évêque de Dol pour les prêtres —, de presque tout le courrier depuis trois mois — particulièrement dépêches de Puisaye contenant des indications à peine voilées sur la future descente —, chargés de réunir tout l'Ouest, les émissaires débarquent par mégarde entre la batterie d'Erquy et une canonnière stationnée un peu plus loin.

Véritable souricière unique sur toute la côte bretonne, hormis les ports, bien entendu. La malchance peut être qualifiée d'inouïe, de « statistiquement » incroyable. Les premiers débarqués sont capturés avec le courrier. Les autres reviennent à Jersey avec les munitions. De sa prison, Vasselot réussit à prévenir les Chouans qu'une descente se prépare. Mais de son côté, éclairé par les lettres saisies, Boursault avise le Comité de Salut Public à Paris et le général Hoche à Nantes.

Le rendez-vous suivant méritait d'être mieux réussi, une prise de contact préalable l'ayant précédé. Premier essai d'une liaison

---

(21) Expression de M. Hutt, *La prétendue pacification de l'an III*, Ann. Hist. Rév. Franç., 186, 1966, 513.



solide entre cadres émigrés et soldats chouans. Première tentative d'une livraison massive d'armes. Point de réunion prévu : La Ville-Mario près d'Etables. D'un côté, trois bateaux quittant Jersey avec soixante-quinze gentilhommes escortant cent caisses d'armes, trois cents caisses de cartouches, deux cents barils de poudre, quatre cents fusils. De l'autre, quelques centaines de Chouans, presque toute « l'armée » du « Comité central », avec des bâtons et de mauvais fusils ; trois cartouches chacun, mais plusieurs charrettes pour réceptionner la poudre qui arrive enfin.

La flottille quitta l'île le 4 mars, mais le mauvais temps et les bateaux républicains la contraignirent au retour. Lorsque le 6 elle parvint sur la côte, les Chouans n'étaient plus là. Ils avaient été écrasés la veille.

La phase terminale est surtout marquée, à terre par les pourparlers de paix, en mer par de nouvelles tentatives afin de provoquer la rupture : renouvellement par La Vieuville du projet manqué à La Ville-Mario, entreprise également ratée, démonstrations de force par l'escadre du commodore Strachan. L'arrivée d'une flotte de dix-huit voiles en baie de Saint-Brieuc, peu avant la descente de Quiberon, épisode marqué par l'essai de débarquement d'une centaine de cadres, peut être considérée comme l'épilogue de cette période finale. Côté Correspondance, à partir du mois d'avril 1795, chaque agent revient dans sa zone préférée. C'est la lente reprise d'une entreprise de liaison gardée extrêmement secrète et même réglementée, mais qui échoua.

Pourquoi ? Quelles sont les causes de cet échec et surtout quelles en sont les conséquences ? Autrement dit, si la Correspondance avait été couronnée de succès, la contre-révolution aurait-elle réussi ?

\*

\*\*

Bien que certains points leur soient communs, comme le problème des communications maritimes par exemple, cette analyse finale conduit à séparer les deux grands soulèvements.

Côté Chouannerie, il faut souligner l'influence de la mer. Elle porte, dans les échecs, une part de responsabilité : mort de Perchais, l'émissaire envoyé vers Londres en décembre 1794 avec l'accord des chefs pour une descente de dix mille hommes « sur

le champ » ; rupture des communications en janvier 1795 ; affaires manquées de La Ville-Mario et aussi d'Erquy.

Le facteur malchance est également frappant. En septembre 1794, « l'accumulation » de trois incidents plus ou moins indépendants, mais quasi simultanés et désignant Saint-Coulomb, contraint à quitter une zone côtière très favorable. A Saint-Briac, après plusieurs jours d'enquête, Rey surgit, sans préméditation semble-t-il, la nuit même où, après deux semaines de retard, arrive enfin la poudre. A Erquy, où par mégarde les émigrés débarquent, la disposition des lieux n'avait pas son équivalent à plusieurs lieues à la ronde. L'hiver de l'an III qui interrompit un mois les communications, en janvier 1795, à un moment crucial, fut une rareté dans le siècle. Coïncidences ou malchances statistiquement exceptionnelles.

Les dernières, néanmoins, sont liées. Et l'on peut même dire que l'entreprise de Puisaye porte ses propres germes de destruction. Les captures de Bellevüe au manoir du Galet, de l'abbé Magnan aux Iffs sont consécutives à la saisie de faux assignats à Rennes. Ce dernier épisode est à l'origine des autres près de Dinan et à Saint-Briac. Et la mise en place d'une canonnière à Erquy fait suite à ces affaires. Judicieuse initiative du contre-amiral Cornic prévoyant une extension de la Correspondance vers l'Ouest.

En fait, l'analyse « statistique » des problèmes de la Correspondance externe ou interne montre que la clandestinité ne pouvait être assurée plus d'un mois ou deux sans incidents. Outre les affaires mentionnées, citons d'autres cas : papiers trouvés sur Sarrazin, rupture du lien avec Fougères, arrêt des communications avec le Morbihan, affaire de la Cour-Porée, enquête des Dinannais à Quévert, etc... Exemples indépendants qui permettaient une reconstitution partielle de la trame clandestine. « Les Bleus nous poursuivent journellement », écrivait Chantreau. « Ils nous chassent chaque jour », disait Boulainvilliers (22).

Ces problèmes de Correspondance, qui échappèrent aux administrations et à la paysannerie active, se présentent finalement comme la lutte de quelques hommes. Les Bleus sont Boursault, Rey, Valleray et quelques autres, armés de l'arsenal policier,

---

(22) P. Sainte-Claire-Deville, *Etudes sur le comte Joseph de Puisaye*, Mém. Soc. Hist. Arch. Bretagne, XVI, 1935, 115.

incidents, délations, enquêtes, etc... Les Blancs sont Cormatin, Chantreau, Béttaux, Boishardy, Boulainvilliers et quelques autres, soit isolés, soit réunis sur la côte, recrutant peu pour l'action, mais confiants dans la clandestinité et le lien avec Londres.

Les délais de la Correspondance avec son cortège de difficultés, malchance, mer, etc..., du même ordre de grandeur que ceux des enquêtes républicaines, à savoir le mois, font de cette bataille clandestine une véritable course de vitesse terminée par le succès policier des Bleus auquel s'oppose la trêve, victoire diplomatique des Blancs.

Se limiter à cette conclusion serait évidemment très superficiel. La délation de Magnan, la disparition de Perchais, épisodes majeurs pour les chefs étroitement concernés par leurs problèmes, sont en fait des événements mineurs. La Correspondance, c'est-à-dire le fol espoir de quelques dirigeants conscients des possibilités numériques de la paysannerie, mais avertis des problèmes posés, vivres, argent, armes et troupes alliées, n'est qu'un mince trait d'union entre deux pôles immenses : les Chouans passifs et le gouvernement britannique.

Côté paysannerie, il y a un problème d'armes, c'est sûr. Les militants n'avaient que des bâtons ou de mauvais fusils de chasse avec quelques cartouches seulement. Après les sanglants échecs de mai, puis d'août 1794 et enfin de mars 1795, le moral des Chouans actifs tomba très bas et le manque d'armes est la cause de ce désespoir. Mais il ne suffit pas, à lui seul, pour expliquer le fossé numérique qui sépare ces quelques centaines de militants des milliers de sympathisants.

Combien sont-ils exactement ces derniers ? « Deux tiers des Bretons », écrira Chantreau. « Deux cent mille hommes... au premier signal », assurera Puisaye. « Cinquante mille », dira de Jouette. A la fois lucide et influencé, Hoche ramènera de cent mille à trente-cinq mille. Entre quinze et vingt mille, rapporteront Bertin et Fournier au gouvernement anglais. « Au premier signal... dix mille », affirmeront Cormatin et Boishardy au général Humbert. Chiffres souvent exagérés, mais qui témoignent d'un potentiel et expliquent l'entreprise gigantesque à laquelle s'attela Puisaye.

Après son échec d'août 1794, il pensera sincèrement « qu'il avait bien cinq mille hommes » (23), chiffre qu'il faut encore diminuer au moins de moitié pour les Chouans actifs. Les forces de Boishardy, Boulainvilliers, Guillemot, de Silz, Boisguy, Bellevüe, etc..., ne dépassaient pas quinze cents à deux mille partisans. Petits noyaux solides, mais peu ou même pas du tout armés et surtout impossibles à réunir comme s'en doutèrent bien du Boisguy et de Silz avant l'échec d'août 1794, et comme le constatera Puisaye après, qui déplorera « qu'ils étaient dispersés » (24). Ce revers est très caractéristique.

Les Chouans passifs, eux, étaient infiniment plus nombreux. « Nous n'avons point d'argent, peu de poudre, peu d'armes... mais nous avons des bras sans nombre et tous prêts à frapper », s'enthousiasmera Bêtaux. Pour ce faire, il faut d'abord des armes. Mais entre l'intention et l'acte, n'y a-t-il pas d'autres traits d'union ? « Tout le monde est chouan sur nos côtes... Ils sont chouans, mais chouans de bon cœur et déterminés », ajoutera le témoin (25). Certes, mais entre le cœur et le fusil, n'y a-t-il pas tout de même un fossé ?

Cormatin le sentira bien, qui écrira : « La peur, la terreur panique dont nous ne pouvons guérir cette masse indécise, fait plus de mal que tout autre chose » (26). Les armes sont-elles seules responsables de cet état d'esprit ? Autrement dit, bien munis, les Chouans passifs se seraient-ils réunis pour former une armée ? C'est douteux, puisque les militants eux-mêmes restèrent prudents en août 1794, malgré les affirmations de Puisaye qui les persuadait respectivement de renforts très importants. Fougerais de du Boisguy et Vannetais de de Silz ne se rendirent pas au rendez-vous d'Irodouër. Pourquoi ?

Dans un mot concernant, pour son groupe, cette opération de jonction, Lemonnier, chef des quelques Chouans dolois, nous donne une raison qui est finalement commune à tous : « Je reçus l'ordre de partir, ce qui était impossible, entendu que je ne puis marché (marcher) en jour... obligé (de) rétrograder parce que nous

---

(23) Déclaration d'Anne Martin, Arch. dép. I.-et-V., L 1489.

(24) *Ibid.*

(25) A. Du Chatellier, *Histoire de la Révolution en Bretagne*, Morvran, 1978, IV, 196.

(26) Obéissant (= Cormatin) à (Louart de Pontigny), 16 oct. 1794, Arch. dép. I.-et-V., L 3017, dossier Louart de Pontigny, pièce n° 4.

n'étions point en force... D'aller jouendre (joindre) loin, mes hommes ne veulent point » (27). Indications concernant les militants aguerris. Que penser alors des jeunes conscrits de la région rennaise ayant préféré la Chouannerie et dont Puisaye dira : « Il faut attendre d'eux peu de courage » (28) ?

Des simples sympathisants, il fallait sans doute en attendre encore moins. On ne saurait reprocher cette attitude au paysan passif, totalement démuni, ou au Chouan actif en flagrant état d'infériorité. Il faut constater que les indications précédentes concernent Dol, Dinan et Rennes. On doit mettre à part les militants vitréens, lavallois, fougerais, morbihannais et les Chouans de Boishardy, c'est-à-dire les braves de la Chouannerie, douze cents hommes environ. C'est un chiffre maximum. Il n'est pas disproportionné par rapport aux trois mille soldats d'élite de l'armée royale pendant la campagne d'outre-Loire.

Mais la rapidité d'insurrection sépare le soulèvement vendéen du projet breton. La clandestinité de 1794 est loin de la brutalité de 1793. Le premier soin des Vendéens fut de s'emparer des armes, alors qu'un an plus tard, à Rennes, la poudre soigneusement stockée dans les arsenaux ne pouvait être délivrée que par ordre d'un représentant du peuple ou d'un général de division. Avec ces braves, désarmés et dispersés, Puisaye ne pouvait renverser la situation de faiblesse qui effrayait le simple sympathisant. Il ne pouvait faire une nouvelle Vendée.

Au fond, il le savait bien. Malgré son énergie et son envergure, il compta tout de même sur l'Angleterre pour prendre un port.

En août 1794, sûr qu'il n'aurait pas de troupes anglaises avant cette opération, il avait tenté de soulever la Bretagne, mais avec le secret espoir que Londres interviendrait. Et en novembre, ses successeurs, isolés, mal reliés et à peine maîtres de quelques centaines d'hommes sans armes, ne l'ignoraient pas non plus. Ils attendaient « les habits rouges ». Lord Grenville en fut bien conscient lui aussi, qui souligna ce passage d'une de leurs lettres : « (Le) débarquement (anglo-royaliste) se fera de vive force » (29).

---

(27) Baptiste (= Lemonnier) à Citoyene (Guitton de la Cour-Porée près de Dinan), Arch. Nat., F<sub>7</sub> 4424, dossier B., pièce 9.

(28) Puisaye à du Dresnay, 23 mai 1794, Arch. Min. Aff. Etr., série M. et D., France 623, 162.

(29) M. Hutt, *op. cit.*, 513.

Mais Londres ne fournira que des armes, et finalement peu. « Mille fusils dans notre position, ce n'est rien ! Je croyais qu'il y en avait eu dix mille et c'était encore bien peu de choses » (30), s'écriera Puisaye en février 1795, lorsqu'il connaîtra la quantité délivrée. Cette réflexion nous servira de transition.

Les considérations évoquées portent, en effet, à se demander si dix mille fusils auraient fait assez vite dix mille Chouans actifs, organisés et encadrés, pour renverser ou tout au moins équilibrer la situation comme en Vendée. Au-delà des problèmes diplomatiques, maritimes ou côtiers de livraisons d'armes, auxquels il faut opposer le littoral bien gardé par les Bleus, d'autres difficultés, distribution, encadrement, indécision paysanne, n'auraient pas manqué d'entraver l'action de la Chouannerie militante face aux troupes républicaines organisées. Mais il faut également souligner la négligence de Londres.

Côté Angleterre, on peut souligner, en effet, la cadence trop lente des livraisons d'armes, la protection insuffisante de la marine britannique avant la trêve de janvier 1795, les réponses interrogatives ne décourageant pas, mais n'engageant à rien.

En novembre 1794, on fait demander aux chefs, réunis à Saint-Briac, s'ils préfèrent « sur le champ... dix mille hommes ou trente mille hommes au printemps avec toutes les munitions, vivres et approvisionnements nécessaires » (31). Attitude caractéristique. En avril-mai 1793, au gouverneur de Jersey qui, son projet bien mûri et préparé, réclamait des troupes pour prendre Saint-Malo, on avait répondu : « Voulez-vous vous charger de faire cette expédition et croyez-vous, avec deux mille à deux mille cinq cents hommes, vous charger et espérer réussir à vous rendre maître de la ville de Saint-Malo ? » (32).

Si Craig crut que sa réponse était le motif de cette question, il se leurre probablement, comme se trompa Cormatin s'il pensa que son choix, « dix mille hommes », aurait modifié les décisions gouvernementales. L'émissaire chargé de le transmettre à Londres se noya, mais le succès de sa mission n'aurait certainement rien

---

(30) *Ibid.*, 509.

(31) *Notes remises par M. de Jouette*, 54.

(32) *Mémoire de Prigent à Boursault*, 192.

changé. Les ministres entendaient collaborer avec une contre-révolution solide. Ils le précisèrent au cours de cette période : descente de troupes et même fournitures, après la prise d'un port.

Les problèmes de haute politique anglaise sortent du cadre de notre sujet. Mais il est évident que cette prudente attitude constitue *un premier obstacle*. Les problèmes de Correspondance en forment *un second, filtre encore plus sévère*. La quantité d'armes et de poudre qui tomba entre les mains des Chouans fut inférieure à celle fournie par Londres. Enfin, les difficultés internes de la contre-révolution, passivité de la paysannerie, dispersion des militants, problèmes de liaisons, surveillance des Bleus, sont *la troisième difficulté, la plus importante peut-être*.

La proposition gouvernementale de novembre, « dix mille hommes, ou trente mille », provoqua l'entrée en campagne... c'est-à-dire, un matin, l'occupation rapide et provisoire d'un gros bourg breton, la petite ville de Jugon, par les deux à trois cents paysans de Boishardy, surtout munis de bâtons. Action ridiculement limitée, qui a valeur d'exemple. Mis à part les liens avec Boulainvilliers, chef sans aucune autorité, près de Loudéac, et Bellevüe, chef sans troupes solides, à côté de Rennes, les contacts avec le reste de la Bretagne et les provinces voisines étaient pratiquement rompus. L'échec d'août 1794, déjà sévère, s'était aggravé.

On mesure la distance séparant ce dérisoire épisode de la prise d'un port, but final de Puisaye qui est aussi, de La Rouërie à Quiberon, celui de toute la contre-révolution. Et cette simple constatation fait ressortir le fossé qui existe entre le projet breton de 1794, d'abord utopique, puis de plus en plus décadent, et le raid vendéen de 1793.

Côté Vendée, en effet, les choses sont très différentes. Suite à un projet longuement mûri, de valeureux chefs, quatre à cinq mille braves, dont deux mille légionnaires allemands et suisses, une force d'appui auxiliaire d'environ trois à quatre mille combattants, une soixantaine de canons, c'est-à-dire une véritable armée de métier, sont arrivés presque sous les murs du port, à savoir Saint-Malo, Granville n'étant qu'une solution imprévue de rechange. Mais ceci sans pouvoir agir efficacement, manque d'artillerie de

siège, et dans l'impossibilité de pouvoir tenir plus de deux jours sur place à cause des approvisionnements.

Ici, l'exactitude du rendez-vous avec la flotte anglaise transportant les mortiers et les bombes a une importance capitale. Et le rôle de la Correspondance est, par conséquent, primordial.

Prigent, le courrier prévenu par un express envoyé par les meneurs vendéens, quitta la forêt de Rennes le 22 octobre 1793 pour avertir Londres. Mais il ne verra Pitt que vers le milieu du mois de novembre. Le ministre lui dira alors « combien il craignait que l'armée royaliste ne se fut trop pressée d'approcher des côtes avant que la flotte fut en état de faire la descente » (33). Et beaucoup plus tard, sous l'Empire, Prigent, lui aussi, rendra responsable « la marche rapide de l'armée vendéenne » (34). Ce dernier témoignage est hypocrite. Car autant la conduite de la campagne caractérise le génie de Bernier, autant son échec est lié au retard de Prigent.

D'après un rapport de ce courrier, de sa main, daté jour après jour de Saint-Malo, du 23 octobre au 7 novembre 1793, et dont les dates extrêmes sont confirmées par d'autres sources, il semble bien qu'il ait attendu quinze jours de trop à la côte. Son retard peut se décomposer en deux parties : une attente normale de la navette hebdomadaire de Jersey du 23 au 28 octobre, et une attente anormale de ce jour au 7 novembre. Nous ignorons les raisons de cet imprévu. Probablement, faut-il mettre encore en cause l'état du temps, comme ce sera souvent le cas en 1794.

Quoi qu'il en soit, lier trop étroitement le destin de milliers d'êtres humains à ce simple fil serait peut-être trop superficiel. Nul ne sait comment aurait tourné un rendez-vous réussi. Nul ne peut dire si l'artillerie de siège que transporta la flotte aurait pu être débarquée sur une côte non fortifiée, celle de Cancale en l'occurrence, point indiqué depuis avril 1793 au gouverneur de Jersey par Corbin de Pontbriand, chef de l'ex-Comité malouin de La Rouërie.

---

(33) Déclaration de Prigent au District de Port-Malo, Arch. Serv. Hist. des Armées, B 5/25.

(34) Aveux de Prigent sous l'Empire, Arch. Nat., F<sub>7</sub> 6480.



Pour conclure, c'est sur ce personnage qui, par La Rouërie, Bernier et Puisaye, dont directement ou indirectement il fut le correspondant successif, lie tous les projets contre-révolutionnaires, que nous attirerons l'attention. La chose est normale, le port étant le but commun de tous ces chefs. Mais le trait d'union était resté obscur.

*Le séjour des Vendéens sur la côte marque le point culminant des projets contre-révolutionnaires.*

*Avant*, de la fameuse lettre du Comité malouin qui avait recruté « zéro pour agir » (35) à La Rouërie, le 1<sup>er</sup> août 1792 : « Nous n'approuvons pas les ordres donnés de se mettre actuellement en campagne... les efforts de l'Association ne (peuvent)... être qu'auxiliaires... l'Association a des forces sans doute... en agissant seule... sans l'appui efficace des armées étrangères... le chef qui connaît à peine ses propres forces... » (36), jusqu'à l'arrivée des Vendéens à Dol, le 7 novembre 1793, *c'est l'ascendance progressive.*

Phase peu marquée par l'action de La Rouërie. Le lien créé entre ses agents, Corbin et le Comité malouin, Tinténiac, Prigent, l'utilisation ultérieure de Saint-Coulomb, contre-révolutionnaire grâce à ses partisans, et de La Baronnais en Saint-Enogat, comme zones littorales de transit, en semblent les seuls côtés positifs. Phase aussi finalement peu contrariée par l'action de Danton, l'entrée en guerre de l'Angleterre, d'une part rendant dérisoire les événements d'une conjuration qui avait pratiquement échoué, d'autre part ayant provoqué la suite.

Phase surtout due aux efforts de Craig, Corbin et Bernier, grâce aux agents de la Correspondance, particulièrement Tinténiac et Prigent.

*Après, c'est la décadence.* Militairement, c'est d'abord la déroute vendéenne en novembre-décembre 1793. Puis ce sont les échecs de Puisaye, en mai 1794, pour s'emparer de poudre à Rennes et, en août, pour soulever la Bretagne afin d'assiéger un port. La dérisoire prise de Jugon marquant, en novembre, l'entrée

---

(35) G. Lenotre, *Le marquis de La Rouërie et la conjuration bretonne*, Paris, 1918, 137.

(36) Arch. Nat., W 274.

en campagne des forces contre-révolutionnaires reliées à Londres, puis la trêve en janvier 1795 et enfin les pourparlers de paix, d'une part, les tentatives de rupture, d'autre part, achèvent cette période. Rupture des communications par le Clos-Poulet en septembre 1794, liaisons improvisées par Saint-Briac jusqu'en janvier 1795, puis déplacement plus à l'Ouest avec un nouveau cortège de difficultés, marquent le déclin de la Correspondance.

Malgré l'échec, son rôle fut donc indéniable. Les contre-révolutionnaires le doivent au courage de quelques hommes, agents de liaison qui sont de véritables héros d'aventures. Les femmes prêtèrent leurs toits. Plus que la solidarité nobiliaire, l'idéal religieux ou le lien économique, le dévouement féminin nous semble avoir motivé la majorité de ces hôtesse clandestines (37).

JEAN-CLAUDE MÈNES

---

(37) Les justifications de cet essai de synthèse, surtout basé sur des renseignements inédits ou des interprétations novatrices, ont dû être réduits au minimum. Les informations proviennent souvent de sources manuscrites. On trouvera dans *Rapport d'un officier de Boishardy*, Mém. Soc. Em. C.-du-N., 1977, 52, n. 17, la liste des dépôts d'archives exploités. Les interprétations seront, pour la plupart, développées dans des communications ultérieures, principalement dans les périodiques de la Fédération des Sociétés Savantes de Bretagne. On trouvera, en particulier, des études sur la Chouannerie organisée dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord* et des travaux sur les causes de la campagne vendéenne d'outre-Loire dans les *Annales de la Société d'Histoire et d'Archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo*.